

Linky: après le reportage d'Envoyé spécial, Enedis et l'Etat doivent sortir du déni...

- **Près de 700 communes** et des centaines de milliers d'habitants refusent les compteurs communicants, chiffres en augmentation continue
- **Enedis et ses sous-traitants doivent cesser d'intimider les habitants** et d'installer les Linky par la force ou la ruse
- **Comme la Belgique ou l'Allemagne, la France doit renoncer à la généralisation des compteurs communicants**

Le reportage d'Envoyé spécial diffusé hier jeudi 14 juin sur France2 est venu confirmer ce que nous dénonçons depuis deux ans et demi : le distributeur Enedis (filiale d'EDF) et ses sous-traitants utilisent des méthodes inqualifiables pour imposer les compteurs Linky, par les mensonges, l'intimidation voire la force, à d'innombrables habitants qui n'en veulent pas.

Tous les jours, **les sociétés privées mandatées par Enedis** prétendent que "si vous refusez le compteur Linky, nous allons vous couper l'électricité", ou "nous allons appeler la police", ou "vous devrez payer le compteur" ou encore "vous allez payer des pénalités", etc. Tout ceci est inventé - il n'existe légalement aucune mesure de rétorsion - mais c'est hélas souvent efficace auprès des gens mal informés ou vulnérables, **en particulier les personnes âgées**.

Mais il y a pire : lorsque ces allégations ne suffisent pas, il arrive que les installateurs insultent et bousculent les habitants. Les incidents de plus en plus inquiétants se multiplient et, au lieu de mettre le holà, la direction d'Enedis... accuse les habitants. Or, faut-il le rappeler, **ce sont bien les installateurs de Linky qui débarquent dans les communes, les quartiers, les immeubles**, et qui sont donc les fauteurs de troubles.

Le déni d'Enedis et de l'Etat ne concerne pas seulement les méthodes des installateurs mais aussi les différentes raisons pour lesquelles les habitants refusent les compteurs communicants. Il est à ce sujet totalement inadmissible que les citoyens soient traités de "complotistes" ou d'arriérés terrorisés par le "Progrès".

En effet, **il ne suffit pas qu'un objet soit nouveau pour qu'il soit bénéfique... même s'il est peint en vert fluo**. Et, justement, le Linky pose et cause de nombreux problèmes, dont certains sont très graves, à tel point qu'il s'agit bien là d'une terrible régression par rapport aux compteurs ordinaires.

Qui plus est, peu à peu, **instances officielles et organismes reconnus viennent confirmer les critiques des citoyens**. Ainsi, dans son récent rapport, [la Cour des comptes](#) a montré que le programme Linky bénéficiait financièrement à Enedis et absolument pas aux usagers. Ainsi [la Commission nationale informatique et libertés](#) (CNIL) a été obligée d'intervenir après que Direct énergie ait commencé à s'accaparer illégalement des données privées collectées dans le cadre du programme Linky.

Ainsi [Promotelec \(dont fait partie Enedis\) a avoué](#) que "*lorsque le technicien place Linky chez un particulier et règle le disjoncteur de branchement, il n'est pas chargé de vérifier si l'installation électrique du foyer est en mesure de supporter le niveau de puissance défini*" et que "*des accidents (feu) peuvent se produire le jour où le particulier fait la demande auprès d'Enedis afin d'augmenter la puissance de son compteur*".

Il n'est donc pas étonnant que la presse régionale et locale se fasse continuellement l'écho [d'incendies](#) qui se déclenchent après la pose du Linky, parfois le jour même, mais aussi **d'innombrables appareils électroménagers détruits**, sans oublier [les installations qui disjonctent](#) à d'innombrables reprises, [les factures qui s'envoient](#), etc.

A tout cela s'ajoute bien sûr [la question des données personnelles](#) et la controverse sanitaire sur [les ondes électromagnétiques](#). L'affaire Directe énergie, déjà évoquée, mais aussi l'affaire Facebook ne doivent laisser aucun doute : malgré les belles promesses et assurances avancées, il est évident que les données captées par les Linky seront tôt ou tard **détournées, volées, revendues**, etc.

Quant à la question des ondes, c'est une controverse scientifique au même titre que celles anciennes ou récentes sur le tabac, la radioactivité ou les pesticides : les uns disent blanc, les autres noir, l'Organisation mondiale de la santé s'interroge. Mais l'expérience et le bon sens apportent la bonne réponse, qu'il s'agisse des données personnelles ou des ondes : **la SEULE façon d'être protégé est... de garder les compteurs ordinaires**. Il est d'ailleurs notable que ces derniers sont parfaitement efficaces et légaux, ayant été installés... par EDF et Enedis (auparavant ErDF).

Alors que **la fronde anti-Linky se développe de façon exponentielle**, que les déconvenues et accidents se multiplient, les autorités françaises se doivent de réagir immédiatement et, par exemple, de suivre [le récent exemple de la Belgique](#) (et [plus ancien de l'Allemagne](#)) : renoncer à la généralisation des compteurs communicants.

Ce n'est pas seulement une question de finances, de sécurité, de respect de la vie privée : c'est finalement **une véritable question de démocratie**. Le gouvernement et le Président de la République sont au pied du mur : désormais, ils ne pourront plus dire qu'ils ne savaient pas, ils seront donc clairement **responsables et coupables** des futurs drames causés par le Linky. Ils doivent donc agir... vite.

Stéphane Lhomme
Conseiller municipal de Saint-Macaire (33)
Animateur du site web <http://refus.linky.gazpar.free.fr>